



Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des
révolutions du XIXe siècle

43 | 2011

L'ordre électoral : savoirs et pratiques

Un pionnier de la « propagande politique » dans la France de l'affaire Dreyfus : l'abbé Émile Fourié

A Precursor of "political propaganda" during the Dreyfus Affair

Der Abbé Émile Fourié : ein Vorreiter der « politischen Propaganda » während der Dreyfus-Affäre

Philippe Secondy



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rh19/4201>

DOI : 10.4000/rh19.4201

ISSN : 1777-5329

Éditeur

La Société de 1848

Édition imprimée

Date de publication : 13 novembre 2011

Pagination : 95-113

ISSN : 1265-1354

Référence électronique

Philippe Secondy, « Un pionnier de la « propagande politique » dans la France de l'affaire Dreyfus : l'abbé Émile Fourié », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 43 | 2011, mis en ligne le 10 juillet 2015, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rh19/4201> ; DOI : 10.4000/rh19.4201

Tous droits réservés

PHILIPPE SECONDY

*Un pionnier de la « propagande politique » dans
la France de l'affaire Dreyfus : l'abbé Émile Fourié*

Les travaux sur l'engagement du clergé séculier et régulier dans les luttes politiques des XIX^e et XX^e siècles demeurent encore en friche. Yves Déloye le souligne dès les premières pages d'un stimulant ouvrage centré sur « l'étude de l'action pastorale des plus humbles (les desservants de paroisse, les membres anonymes du clergé, les partenaires des réseaux locaux d'action catholique) au travail d'inculcation d'une vision religieuse de l'ordre social »¹. L'auteur pose ainsi les jalons d'une ambitieuse histoire des « voix de Dieu », brassant les débats nationaux et les singularités politiques régionales, voire villageoises. La lecture de ces pages offre l'occasion de mesurer « la chape de plomb »² du cléricisme dans la France du XIX^e siècle, selon la forte expression de Claude Nicolet. L'évolution de la doctrine pontificale à l'époque de Léon XIII, en faveur du Ralliement à la République dans les années 1890, n'efface en rien l'incompréhension entre l'univers catholique et la « modernité » démocratique. Des décrets du 29 mars 1880 ordonnant la dispersion des jésuites à la loi de Séparation des Églises et de l'État du 9 décembre 1905, la politique de laïcisation républicaine irrite des clercs, qui, se sentant menacés, entendent réagir, notamment lors des consultations populaires.

Face à ce défi, les réponses proposées par les acteurs conservateurs du jeu politique divergent. Un clivage oppose les catholiques partisans de la restauration de la monarchie aux propagateurs de la doctrine pontificale du Ralliement. Dans les régions à fort ancrage traditionaliste, les tensions entre ces deux lignes sont particulièrement exacerbées³. L'abbé Pierre Dabry, fondateur de *La Vie catholique*, offre une chronique très détaillée de cette histoire dans un ouvrage paru dès 1905⁴. Ce natif d'Avignon, ordonné prêtre en

1. Yves Déloye, *Les voix de Dieu. Pour une autre histoire du suffrage électoral : le clergé catholique français et le vote XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Fayard, 2006, p. 13. Très récemment, la revue *Parlement(s)* a consacré un numéro hors-série (n° 6, septembre 2010), coordonné par Gaël Rideau, sur le thème suivant : « Clergé et politique en France (XVI^e-XIX^e siècles) ».

2. Claude Nicolet, *L'idée républicaine en France. Essai d'histoire critique*, Paris, Gallimard, 1982, p. 271.

3. C'est par exemple le cas dans l'archevêché d'Avignon – qui s'étend de l'Ardèche jusqu'au Bas-Languedoc.

4. Pierre Dabry, *Les catholiques républicains. Histoire et souvenirs (1890-1903)*, Paris, Chevalier et Rivière, 1905.

1889, favorable au Ralliement, y décrit notamment l'incapacité politique récurrente, lors des rendez-vous électoraux, des monarchistes méditerranéens à endiguer le front républicain⁵. Des initiatives, éclatées et minoritaires, ont pourtant été prises pour expliquer et accompagner la politique de Ralliement du Saint-Siège⁶. L'abbé Émile Fourié (1861-1899), humble desservant du diocèse de Montpellier, figure au cœur de ces initiatives. Sa trajectoire, encore largement méconnue⁷, nous plonge dans un milieu singulier, celui des ecclésiastiques proches de la deuxième démocratie-chrétienne et imprégnés par un antisémitisme virulent – perceptible bien avant le début de l'affaire Dreyfus, véhiculé notamment par *La Croix* et ses suppléments provinciaux. L'abbé Fourié, rédacteur en chef de *La Croix méridionale*, est un acteur-clé de cette période et de ce milieu, situé au cœur d'une nébuleuse favorisant l'essor d'un « populisme catholique »⁸ aux multiples facettes. Engagé très tôt sur le terrain de la défense religieuse, Émile Fourié se distingue par son savoir-faire en matière de publicité politique. Pour modifier les conditions de déroulement du jeu politique – façonné à la fois par l'inefficacité de la mobilisation des partisans d'une restauration et par la combativité des républicains pour expulser Dieu de tous les rouages de la société – il s'érige en expert de l'utilisation des techniques modernes de propagande. Tirant les leçons des échecs répétés des conservateurs sur le terrain électoral, il prêche sans cesse en faveur de la mise en place d'une organisation rationnelle de l'action politique et pastorale. Fondée sur plusieurs socles (la presse, les réunions publiques, les pétitions, les actions d'éclat, etc.), elle doit intervenir au cœur de la vie quotidienne et non plus seulement à la veille des scrutins. La cible à atteindre est clairement désignée : « l'irréligion et l'impiété, dont les juifs et les francs-maçons se sont faits les propagateurs »⁹. Parmi les outils développés, ce prêtre se distingue par le soin consacré à concocter et promouvoir des affiches efficaces pour diffuser son message, non seulement sur son territoire de prédilection mais aussi à l'échelle nationale. L'abbé Fourié acquiert par ce vecteur une grande aura. Il n'hésite pas à expliciter sa méthode dans le cadre d'ouvrages bénéficiant du soutien sans faille de la « bonne presse ». Dans une France conservatrice allergique aux techniques inhérentes à la professionna-

5. *Idem*, p. 4-5. *A contrario*, l'habileté électorale des notables favorables à la philosophie laïque, soulignée par ce spectateur engagé, se remarque particulièrement dans les départements du Midi méditerranéen (Var, Vaucluse, Gard, Hérault, Aude). Cf. Raymond Huard, « Une géographie politique évolutive (1848-1880) », in Serge Bernstein, Michel Winock [dir.], *L'invention de la démocratie (1789-1914)*, Paris, Le Seuil, 2006, p. 226.

6. Pierre Dabry brosse le portrait des principales figures nationales de cette mouvance : Jules Lemire, Hippolyte Gayraud, Daniel Bergey, Jean Desgranges, etc. Ces derniers ont joué un rôle moteur dans l'action électorale, tandis que d'autres se sont focalisés sur la presse, comme l'abbé Pastoret avec *La Croix du Var*, ou l'abbé Chomette avec *La Croix d'Auvergne*.

7. Cf. Yves Déloye, *Les voix de Dieux...*, *op. cit.*, p. 164, 231 et 237.

8. L'abbé Fourié est un fervent partisan de la démarche entreprise par l'Union nationale fondée par l'abbé Garnier. Cf. Stephen Wilson, 'Catholic populism in France at the times of the Dreyfus Affair : The Union nationale', *Journal of Contemporary History*, 10 (1975), p. 667-705.

9. *La Croix méridionale*, 1^{er} décembre 1895.

lisation de la politique, l'abbé Fourié détonne. Cet esprit curieux, attentif aux mutations de son temps, a sans nul doute suivi avec intérêt la campagne éclair du général Boulanger, inspirée des méthodes politiques modernes observées directement sur le sol américain¹⁰, et appuyée par une équipe de journalistes – tel Henri Rochefort – maniant l'insolence et la dérision pour discréditer le régime¹¹. Le curé languedocien dépasse le stade de la publicité politique traditionnelle, fondée sur l'utilisation unidirectionnelle et unilatérale d'instruments de propagande. Il faudra attendre l'entre-deux-guerres pour observer la généralisation de ce type de méthodes dans l'univers des professionnels de la politique.

UN STRATÈGE DE LA DÉFENSE RELIGIEUSE

Né à Montpellier en 1861, ordonné prêtre en 1885, l'abbé Fourié devient professeur au collège de La Trinité à Béziers, puis vicaire de nombreuses paroisses (Saint-Nazaire à Béziers, le 9 août 1887 ; Saint-Roch à Montpellier, le 16 juillet 1889 ; Saint-Matthieu à Montpellier, le 16 juin 1891). Cette même année 1891, il est choisi pour créer et diriger à Montpellier le journal *La Croix méridionale*¹². Cet hebdomadaire devient la caisse de résonance de la plupart des combats menés par la minorité catholique favorable au principe du Ralliement tout en restant profondément conservatrice. Son tirage est estimé aux alentours de 4 100 exemplaires en 1894 – alors que tous les jours 35 000 numéros sortent de l'imprimerie du journal royaliste régional *L'Éclair*¹³. Notre regard sur les prises de position de l'abbé Fourié repose en grande partie sur les traces laissées dans ce nouvel organe de presse. Obéissant aux instructions de la hiérarchie ecclésiale, les journalistes de *La Croix méridionale* rendent compte avec bienveillance de toutes les initiatives hostiles à l'« esprit laïc ». La volonté de refoulement dans la sphère privée de la pratique spirituelle et l'idéologie du progrès collectif leur répugnent. Les lois scolaires, la soumission à autorisation des processions religieuses, les décrets ordonnant la dissolution des Compagnies de Jésus figurent parmi les dispositions les plus

10. Boulanger fait « l'apprentissage des lois de la politique moderne aux États-Unis où il se rendit en 1881 pour diriger la mission militaire française aux cérémonies du centenaire de la bataille de Yorktown », cf. Christophe Prochasson, « Les années 1880 : au temps du boulangisme », in Michel Winock [dir.], *Histoire de l'extrême droite en France*, Paris, Le Seuil, 1993, p. 75. Sur la stratégie originale déployée par Boulanger, cf. Michaël Burns, *Rural Society and French Politics. Boulangism and the Dreyfus Affair (1886-1900)*, Princeton, Princeton University Press, 1984.

11. Pour une vision d'ensemble sur les multiples facettes de la métamorphose de la presse à la fin du XIX^e siècle, et en particulier au moment de l'affaire Dreyfus, cf. Christophe Charle, *Le siècle de la presse (1830-1939)*, Paris, Le Seuil, 2004, p. 201-220.

12. Nous n'avons aucune information sur la naissance de cet hebdomadaire.

13. Le tirage de *La Croix méridionale* est inférieur aux publications portant un message identique en Ardèche, en Savoie, etc. Il est supérieur à *La Croix du Vaucluse*, et à celle du Var, cf. Gérard Cholvy, *Le Cardinal de Cabrières (1830-1921). Un siècle d'histoire de la France*, Paris, Éditions du Cerf, 2007, p. 183 et 235.

mal acceptées par cette France catholique des années 1880. Le bras de fer se poursuit dans la décennie suivante, qui voit se développer un nationalisme catholique aux accents antisémites et antimaçonniques. Présent dans *L'Éclair*, il irrigue de manière consubstantielle les colonnes de *La Croix méridionale*. Cet hebdomadaire veut toutefois s'inscrire dans un type de République bien singulier : « Les catholiques ne veulent pas plus noyer la République dans la *sauce rouge* que dans la *sauce blanche*. Ce qui les préoccupe, c'est de n'être ni *cuisinés* à la mode maçonnique, juive et opportuniste ; ce qui les préoccupe, c'est de se faire donner dans la République – qui leur appartient en somme autant qu'aux scribes du *Petit Méridional*¹⁴ – la place à laquelle ils ont droit, et en cas de refus, de la prendre d'assaut »¹⁵. Son supplément se divise en quatre pages : la première traite des grands sujets d'actualité en mêlant les événements nationaux ou régionaux, sous forme d'éditoriaux confiés à des rédacteurs cachés derrière des pseudonymes (« Verax », « Un catholique », « Gérald », « Lefranc », « Jean-Louis ») ; la rubrique « chronique régionale » couvre au moins les deux pages suivantes et relate les phases de mobilisation des catholiques dans les villages ; le reste est destiné à des annonces publicitaires. Le procédé visant à s'exprimer de manière masquée ne facilite pas notre traque des traces propres à l'abbé Fourié¹⁶. Quoiqu'il en soit, dans l'échantillon dépouillé, nous constatons que *La Croix méridionale* utilise des techniques de propagande ciblant une opinion catholique désenchantée par le manque d'habileté politique des monarchistes et révoltée par les réformes laïques républicaines.

Ce type de feuilles militantes, en plein essor dans la France fin-de-siècle¹⁷, est contraint d'innover dans le champ journalistique pour capter un lectorat catholique sous l'emprise de grands quotidiens traditionalistes bien enracinés sur le territoire, à l'instar de *L'Éclair*¹⁸. L'humour constitue l'une de ses armes rhétoriques. En avril 1892, un dialogue savoureux s'engage sur toute la première page de la publication entre un délégué électoral et des notables autour de ce thème : « Comment certains catholiques préparent l'élection ». L'action imaginaire se situe sur une place publique ; elle met en scène un avocat, un médecin, un pharmacien, un commerçant, un rentier et un « jeune homme ». Le représentant du comité catholique s'adresse à chacun d'entre eux, réputés « probes, intelligents, honnêtes », afin de les encourager à figurer sur la liste

14. Porte-parole du radicalisme socialiste.

15. *La Croix méridionale*, 30 avril 1893.

16. Il ne nous permet pas de déterminer avec minutie les collaborateurs de cette feuille qui voit son action appuyée par une revue mensuelle doctrinale intitulée *Sociologie catholique*, dont les maîtres d'œuvre, l'abbé Paul Sahut, les avocats Jean Coulazou, Gabriel Héral, etc., ont aussi pu apporter leur contribution à l'hebdomadaire héraultais. Cf. Michel Fourcade, *Contribution à l'étude du catholicisme social et de la seconde Démocratie-chrétienne. Une revue de vulgarisation de l'Encyclique Rerum novarum : Sociologie catholique (Montpellier, 1892-1906)*, Maîtrise d'histoire sous la direction de Gérard Cholvy, Université Paul-Valéry – Montpellier 3, 1986.

17. Cf. Christophe Charle, *Le siècle de la presse...*, op. cit., p. 155 et sq.

18. Présent dans onze départements, il peut s'appuyer sur un réseau de correspondants très actifs sur le plan politique.

électorale. Chacun met en avant ses intérêts privés ou professionnels pour refuser l'offre. Que résulte-t-il de ce choix ? « La liste républicaine radicale-socialiste semi-possibiliste et quelque peu anarchiste passe avec une écrasante majorité » au grand désespoir des conservateurs et des catholiques. Stigmatisant leur apathie, le rédacteur de cette pièce imaginaire leur adresse cette recommandation : « Il ne faut pas s'étonner que vous ne soyez pas arrivés au pouvoir. Malgré les miracles du hasard, on n'a jamais encore vu de parti arriver sans se présenter, pas plus que l'on ne gagne à la loterie lorsqu'on ne prend pas de billet »¹⁹.

La question de la mobilisation politique revient tel un leitmotiv. Elle vise à la fois à émouvoir les citoyens et à susciter des vocations électorales. En 1893, le slogan « Devoirs électoraux des catholiques. Prions pour la France ! »²⁰ orne la une durant plusieurs semaines. Les lecteurs peuvent également découvrir ces formules impératives : « Formons des électeurs et nous aurons des candidats »²¹, « Soyez prêts »²², « Remuons-nous »²³... Il ne s'agit là que de quelques exemples d'un volontarisme à toute épreuve affiché par les promoteurs de *La Croix méridionale*. Un ton vindicatif imprègne la plupart des articles, pondéré par l'appel à une stratégie réfléchie. L'abbé Fourié, animé par cette conviction, acquiert très rapidement une légitimité certaine dans les couches populaires. Il attire les foules, conseille, réoriente le cas échéant, et martèle la nécessité de ne pas agir de manière précipitée mais en s'organisant. Il distille les recommandations afin de contrer des dispositions jugées iniques.

Dans son argumentaire, l'abbé, très au fait des stratégies catholiques déployées dans d'autres espaces, démontre que sa vision n'est pas exclusivement locale. Il relaie en particulier « l'influence polarisatrice »²⁴ d'une autre figure de la deuxième démocratie-chrétienne, l'abbé Garnier. Collaborateur de *La Croix*, puis directeur du quotidien *Le Peuple français*, ce dernier avait fondé en 1893 l'Union nationale, s'appuyant sur la presse pour évangéliser les masses, agissant à la fois sur le terrain de l'action sociale et durant les scrutins. L'abbé Fourié applique donc en Languedoc une démarche qu'il approuve. Dès juillet 1893, un Congrès de l'Union nationale se déroule ainsi à Montpellier²⁵. L'abbé Fourié se démène pour favoriser le développement de cette organisation, apprécie le contact direct avec les foules et organise régulièrement des réunions pour expliquer la démarche des fidèles de Léon XIII, en

19. *La Croix méridionale*, 24 avril 1892.

20. *La Croix méridionale*, 27 août 1893.

21. *La Croix méridionale*, 9 juillet 1893.

22. *La Croix méridionale*, 30 juillet 1893.

23. *La Croix méridionale*, 27 mars 1892.

24. Cf. Maurice Montuclard, *Conscience religieuse et démocratie. La deuxième démocratie-chrétienne en France (1891-1902)*, Paris, Le Seuil, 1965, p. 29.

25. Ces manifestations publiques réunissant des centaines d'individus permettent de consolider les liens au sein d'une structuration partisane balbutiante. Les périodes électorales attisent les débats. Ces meetings offrent un espace aux opposants pour venir porter la contradiction.

particulier à propos de la condition ouvrière, thème prégnant depuis *Rerum novarum*. Il prévoit en outre la fondation de comités d'initiative électorale. Des caisses de prêts gratuits et de secours ruraux figurent parmi les projets à mettre en œuvre.

L'activité frénétique de l'abbé Fourié s'incarne dans une campagne politico-religieuse de grande ampleur, la campagne « Justice-Égalité »²⁶. Lancée la même année que l'Union nationale, elle résulte de la décision du conseil municipal de Montpellier de financer des bons de soupe uniquement pour les enfants nécessiteux scolarisés dans les écoles laïques. Les démocrates-chrétiens locaux réagissent tout à la fois par une campagne de presse, des pétitions, des brochures *ad hoc*, des réunions de propagande, et par la création du « sou des écoles chrétiennes ». L'abbé Fourié consolide alors une grande partie de sa légitimité en s'appuyant sur des affiches – outil de propagande alors peu répandu au sein des milieux catholiques – qu'il rédige lui-même. Avec des titres provocateurs, de gros caractères, des couleurs vives, les affiches (mesurant 1 mètre 25 sur 1 mètre) fleurissent sur les murs de la ville et des alentours. Le premier placard, réalisé par l'imprimerie Firmin à Montpellier, s'intitule : « Tout pour les uns, rien pour les autres » [Fig. 1]. Son auteur commence par rappeler brièvement les faits puis enchaîne avec une formule qui deviendra l'étendard d'une campagne de dimension nationale : « Au nom de la Justice et de l'Égalité ». Dans la continuité des thèses de l'Union nationale, l'abbé Fourié s'insurge contre une « criante injustice », expliquant que « l'argent pris dans la poche de tous ne servira qu'à quelques-uns ». Il pointe du doigt, en particulier, les enfants « des étrangers (Italiens-Espagnols) ». Parce qu'ils fréquentent les écoles laïques, ils auront leur part de ces secours qu'on refuse à nos enfants « des fils de Français »²⁷. Brassant les arguments xénophobes, antisémites, antigouvernementaux, les affiches rencontrent un vif succès. La réputation de l'abbé Fourié franchit les limites du département. La mobilisation s'inscrit dès lors dans la durée. Les principaux protagonistes espèrent en tirer un bénéfice politique, en particulier électoral.

Les déclarations tonitruantes des différents camps nourrissent les colonnes de la presse locale jusqu'aux élections municipales de 1896. L'offensive est déclenchée plusieurs mois avant le début de la campagne électorale. Elle repose sur un livre de propagande de deux cents pages publié par l'abbé Fourié, au titre évocateur : *Justice pour les enfants. Manuel pour mener la campagne « Justice-Égalité »*. Toute la presse conservatrice vante les mérites de la démarche qui se veut innovante. La publication se présente comme « un vrai manuel de l'agitateur catholique. On y trouvera de précieux renseignements et des conseils pratiques sur les conférences, les tracts, les manifesta-

26. Cf. Pascale Laffineur, *Catholicisme social et démocratie-chrétienne à Montpellier. La campagne « Justice-Égalité » de 1892 à 1896*, Maîtrise d'histoire sous la direction de Gérard Cholvy, Université Paul-Valéry – Montpellier 3, 1978, p. 27 et sq.

27. Pascale Laffineur, *Catholicisme social...*, op. cit., p. 28.

**TOUT POUR LES UNS,
Rien pour les Autres !**


CAMARADES ET CONCITOYENS,
Avec l'Argent de Tous,
les Conseils municipaux donnent des vêtements, des livres, des cahiers, de la soupe,
du chauffage, **aux seuls enfants des écoles laïques.**
CELA N'EST PAS JUSTE !
Pourquoi donc ne pas accorder à tous les enfants pauvres, à ceux de nos écoles libres comme aux autres, ces
secours **PAYÉS AVEC L'ARGENT DE TOUS ?**

Est-ce qu'ils ne paient pas l'impôt,
les ouvriers qui confient leurs enfants aux écoles libres ?
Alors, pourquoi faire des différences parmi les enfants, lorsque le *percepteur* n'en fait pas pour les pères de famille ?

Est-ce qu'ils n'ont pas payé l'impôt du Sang,
les Citoyens qui envoient leurs enfants chez les Frères et chez les Sœurs ?
Alors, pourquoi traiter les fils des **DEFENSEURS DE LA PATRIE** pire que des **PRUSSIENS** et des **PARIAS** ?

Est-ce qu'ils ne seront pas Soldats un jour
comme les autres, les enfants des écoles libres ?
Alors, pourquoi la Patrie, qui demain, leur demandera la fleur de leur jeunesse, et peut-être le plus pur de
leur sang, pourquoi la Patrie les traiterait-elle en marâtre, aujourd'hui, en accordant

TOUT AUX UNS, RIEN AUX AUTRES !
Les conseillers municipaux ne sont point élus pour flatter une coterie, mais pour défendre les intérêts de tous.

 **HONTE SUR EUX,**
s'ils font aux pieds les intérêts des pauvres et des faibles, | donner à qui bon leur semble les secours puisés dans
qu'ils ne viennent donc pas dire qu'ils ont le droit de | la poche des contribuables.

DE CE REGIME DU BON PLAISIR
NOUS EN AVONS SOUPÉ... IL N'EN FAUT PLUS !
Qu'on ne nous oppose pas les arrêtés du Conseil | sont, après tout, que les serviteurs de la démocratie,
d'Etat, les défenses des préfets et autres... chinoïseries, | et que le Peuple ne paye pas pour lui faire continuel-
Au-dessus du Conseil d'Etat et des préfets, qui ne | lement la guerre,

Il y a la Justice ; or la Justice défend de donner
Tout aux Uns, Rien aux Autres !
CITOYENS ! Les francs-maçons, qui se sont glissés partout, nous ont trop servi de *blagues en bouteille*.
NOUS EN AVONS ASSEZ !
Aujourd'hui, nous voulons la **Liberté pour de bon**, et l'**Egalité pour tous**.
Et pourquoi ne nous accorderait-on pas ce que l'on accorde ailleurs ?
Donc, citoyens ! *pétitionnons, réclamons, revendiquons*, et n'ayons ni trêve ni repos, que nous n'ayons obtenu des
secours, des fournitures classiques, etc., en un mot

La Justice et l'Egalité pour tous les Enfants !

Le Comité Ouvrier "Justice-Egalité" a été constitué le 15 mai 1905, sous la présidence de M. J. Fourié, à Montpellier. Son siège est au 10, rue de la République.

LE COMITE OUVRIER "JUSTICE-EGALITE"

Figure 1 : « Tout pour les uns, rien pour les autres ».
Affiche réalisée par l'abbé Fourié (Arch. dép. Hérault, 2 T 487)

tions et surtout sur l’affichage»²⁸. Les prêtres, les journalistes, les militants, les enseignants sont fortement invités à parcourir cet ouvrage. Sortant des sentiers battus, il préconise par exemple d’organiser des «cavalcades», des «monômes» dans les rues avec les femmes et les enfants²⁹. Un journal spécial baptisé *Justice-Égalité*, ayant en ligne de mire le futur scrutin, voit le jour pour renforcer l’armature de la campagne. L’humble membre du clergé fait ainsi entendre sa différence et bouscule les habitudes politiques en vigueur depuis des décennies. La tactique préconisée vise à sélectionner de manière draconienne les candidats approuvant les revendications cléricales. Il permet l’élection d’une liste comprenant, sur trente-six conseillers municipaux, neuf élus ouvertement catholiques et vingt-deux autres ayant donné leur accord à l’attribution de secours scolaires aux enfants des écoles laïques et libres. Depuis 1870, les cléricaux n’avaient jamais eu une telle importance au sein de cette municipalité. L’effervescence provoquée par le comité «Justice-Égalité» s’étend bien au-delà du Languedoc. Des revendications identiques vont aboutir, dans de nombreuses contrées, à des bras de fer politiques tournant à l’avantage des cléricaux. L’abbé Fourié s’en vante régulièrement³⁰. Dans cette époque cruciale d’efflorescence partisane et de modernisation des campagnes électorales, le jeune curé héraultais prend des initiatives audacieuses. Ce précurseur dans l’art «d’extraire les suffrages» voit sa réputation grandir au sein des milieux favorables au rétablissement de la France chrétienne. Dès l’automne 1895, il commence à la forger dans une action d’éclat, capable de marquer les consciences religieuses et d’inquiéter le pouvoir en place. Le vecteur privilégié pour la conduire en est, de nouveau, l’affiche.

LE «NAPOLÉON DE L’AFFICHE»³¹

Si la popularité de l’abbé Fourié se construit sur le terrain du cléricalisme électoral, celui-ci est de plus en plus affecté par les répercussions de l’affaire Dreyfus. La montée en puissance de nouveaux acteurs – notamment les anarchistes ou les socialistes, très actifs dans le Midi – renforce encore l’acuité des débats. Par ailleurs, l’affrontement entre des imaginaires politiques opposés a pour contrepoint la circulation des idées de décadence et de langueur sociale, véhiculées par une pléthore d’écrivains et polémistes parmi lesquels Joris-Karl Huysmans ou Paul Bourget.

28. *La Croix du Midi*, 5 décembre 1895.

29. Abbé Fourié, *Justice pour les enfants. Manuel pour mener la campagne «Justice-Egalité»*, Montpellier, Imprimerie de La Croix méridionale, 1895, p. 159.

30. Lors d’un congrès ecclésiastique tenu à Reims, il estime «qu’avant sa campagne, il y avait cinquante communes qui s’inspiraient du principe “Justice-Égalité” ; depuis il y en a huit-cent-soixante-quinze, et le nombre ne cesse d’augmenter». Cf. Pierre Dabry, *Les catholiques républicains*, op. cit., p. 247.

31. L’expression, inventée par un journaliste de l’hebdomadaire *La Croisade française*, ne nous paraît pas imméritée (*La Croisade française*, n° 28, 15 mars-20 mars 1898).

Ce climat politique général exaspère celui qui devient en 1896 l'aumônier du couvent des carmélites de Montpellier. Ce franc-tireur exprime son mécontentement en utilisant principalement un support, l'affiche, qui, à l'instar des cartes postales, des vignettes, des chansons, des caricatures, envahit un espace public bouleversé par le séisme de l'affaire Dreyfus. Les historiens s'intéressant aux pouvoirs des images ont abondamment montré que ces instruments servaient à briser les adversaires, à les anéantir aux yeux de l'opinion. Par ce biais, l'insulte et les formes d'expression directes, caricaturales, deviennent la norme. Le rôle nouveau de ces supports s'explique par les possibilités offertes par la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, sans oublier l'impact majeur joué par le progrès technique. L'arrivée de la photogravure, l'appropriation de la technique de la couleur, les procédés permettant des tirages importants sur grand format, la spécialisation croissante de la profession d'imprimeur constituent les indices d'une mutation profonde³² qui n'échappe pas à une fraction du personnel politique à l'affût des innovations. Rares sont les pasteurs de l'Église catholique guettant ces bouleversements.

Dès 1895, l'abbé Fourié démontre en revanche une parfaite maîtrise technique de cet outil politique qu'est l'affiche, au moment du vote d'une énième loi vécue comme une nouvelle injustice par l'Église, la loi fiscale dite d'abonnement relative aux congrégations. *La Croix* et ses suppléments provinciaux entament une croisade contre un texte législatif jugé discriminant pour les congrégations. L'abbé Fourié saisit cette occasion pour composer des affiches cinglantes, signées d'un certain « Comité des droits de l'homme et du citoyen ». Le placard, intitulé « Appel au peuple » [Fig. 2], déplore « l'impôt d'accroissement ou d'abonnement » qui frappe les religieux. Qualifiée d'« inique », la mesure fiscale ciblerait « un certain nombre de citoyens à cause de leur costume, de leur genre de vie ». Cette loi serait « digne de la plus odieuse tyrannie ». Le prêtre considère que « cent ans après la République française qui proclame les droits de l'homme et du citoyen devant l'impôt, nous serions encore sous un abominable régime de bon plaisir »³³. Les journaux s'emparent de la thématique. L'évêché paraît cautionner la démarche, puisque *La Semaine religieuse* publie le texte³⁴. Les démocrates-chrétiens de *La Croix méridionale* vont au-delà : ils affectent de voir la haute main de comploteurs dans tous les rouages du pouvoir, bénéficiant de la complicité du franc-maçon Alexandre Ribot, promoteur de la loi. Ce dernier avait justifié la mesure par les difficultés financières de l'État. Pour démontrer cet argumentaire, l'hebdomadaire fait un « petit tableau comparatif » en

32. Pour mieux comprendre les ressorts de cette mutation, cf. Christian Delporte, *Images et politiques en France au XX^e siècle*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2006, p. 21-46 ; Laurent Gervereau, *La propagande par l'affiche. Histoire de l'affiche politique en France (1450-1990)*, Paris, Éditions Syros-Alternatives, 1991.

33. Arch. dép. Hérault, 2 V 78.

34. *La Semaine religieuse*, 12 octobre 1895.

Comité des Droits de l'Homme et du Citoyen

APPEL AU PEUPLE

CITOYENS,

Une grande injustice va se commettre en VOTRE NOM.
La majorité de vos représentants, plus soucieux d'obtenir aux loges maçonniques que de s'occuper des intérêts du PEUPLE, a voté l'INJUSTICE qu'on va appliquer sous le nom

D'IMPOT D'ACCROISSEMENT OU D'ABONNEMENT.

Qu'est-ce donc que cet Impôt Inique ?

On a essayé de faire croire au PEUPLE que c'était une COMPENSATION des impôts que les religieux ne payent pas.

C'EST FAUX !

Et quels sont donc les impôts que les religieux ne payent pas ? Les religieux payent la *cote personnelle* comme tout le monde ; ils payent la *cote mobilière*, l'*impôt sur les immeubles*, la *patente*, comme tout le monde ; ils payent l'*impôt sur les sociétés* ; ils payent l'*impôt du sang*, par trois ans de service militaire comme tout le monde.
On dit qu'ils ne payent pas les *droits de succession* et que le droit d'abonnement les remplace.
Mais les religieux payent pour le remplacement le droit annuel de *main-morte* comme toutes les sociétés.
Si le droit de *main-morte* est trop faible, qu'on l'augmente pour toutes les sociétés ; mais pourquoi le doubler, le tripler même pour les seuls religieux quand on ne demande rien aux autres sociétés, beaucoup plus riches et beaucoup moins utiles.

L'impôt nouveau d'Abonnement

est donc un impôt spécial qui frappe sans raison un certain nombre de Citoyens, à cause de leurs convictions, de leur genre de vie, de leur dévouement, de leurs sentiments religieux.

C'EST UNE LOI D'EXCEPTION !
C'EST UNE LOI DE CAPRICE !
C'EST UNE LOI D'INJUSTICE !
C'EST UNE LOI DE TYRANNIE !

EH QUOI !

Cent ans après la Révolution Française, qui proclama LES DROITS DE L'HOMME et l'Égalité de tous les citoyens devant l'impôt, nous serions encore

SOUS UN ABOMINABLE REGIME DE BON PLAISIR ?

Après 24 ans de République, il nous faudrait constater douloureusement

La faillite de la Liberté, de la Justice et de l'Égalité ?

PAS DE DOUTE ! par cette loi digne de la plus odieuse Tyrannie

On veut faire payer aux seigneurs de charité et aux serviteurs des pauvres, LE DROIT de SE DÉVOUER.
Tandis ainsi le dévouement, pendant que les encouragements officiels et l'arsenal de budget vont aux égoïstes, aux Panamistues, aux Juifs et aux spéculateurs triplement !

On veut faire payer à nos Frères des écoles, qui soldent tous les impôts et font trois

ans de service militaire, on veut leur faire payer le droit d'être, sans qu'il en coûte au sein de l'État, plus d'un million PEUVANT AU PEUPLE.

Et pendant que l'on veut régner le royaume de pain de ces instituteurs, valets du peuple,

Le budget consacre tous les ans 500 millions aux seuls sans Dieu

Criant l'Égalité !

C'EST UNE ABOMINATION !

FRANÇAIS !

Cette loi d'Abonnement est contraire aux Droits de l'Homme ; elle est contraire à l'Égalité et à la Justice ; elle est anti-constitutionnelle. — Pour la défense de nos droits et de nos libertés, nous sommes tous solidaires. — Aujourd'hui, on viole les droits des Citoyens Français qu'on nomme Religieux. Prenez garde... Demain, c'est votre propre droit qu'on foulera aux pieds. — Demain, ce sera le règne de la tyrannie !

A la rescousse donc, pour le Droit et pour la Liberté !

VIVE L'ÉGALITÉ !

Figure 2 : « Appel au peuple ». Affiche réalisée par l'abbé Fourié (Arch. dép. Hérault, 2 T 486)

première page. Dans la colonne de gauche, on peut lire : « la congrégation des Rothschild. Membres Alphonse, Nathaniel, Gustave, Edmond. [Elle] possède 10 milliards de biens meubles ou immeubles (chiffre donné par *Le Signal*, journal protestant sympathique aux juifs). Ces 10 milliards sortent de l'égout fangeux d'opérations financières ». La colonne de droite mentionne : « la congrégation des moines. 160 000 membres possèdent 500 millions de biens, meubles et immeubles (chiffre donné par le rapporteur du budget). Ces 500 millions sortent d'une source absolument pure : la générosité des catholiques français »³⁵.

L'esprit de pacification, souhaité notamment par les responsables radicaux, ne trouve guère d'échos dans cette presse cléricale et antisémite, pas plus que sur les murs des villes. Les affiches signées par le mystérieux « Comité des droits de l'homme et du citoyen » font florès. Les militants de l'Union nationale, les correspondants des journaux, les vendeurs de la « bonne presse », les paroissiens dépités par les mutations en cours en reçoivent des dizaines d'exemplaires et les collent avec le concours actif du clergé. Une grande partie du pays se réveille en cette fin du mois d'octobre 1895 en découvrant « l'Appel au peuple » lancé par le « Comité des droits de l'homme et du citoyen ». Cette campagne d'affichage désempare les autorités, contraintes de diligenter des enquêtes auprès des services postaux. Le commissaire spécial du chef-lieu héraultais rapporte alors que des colis de plusieurs kilos d'affiches ont bien été expédiés à plusieurs responsables de journaux (*L'Indépendant gaulois*, *La Croix du Jura*, etc.), à des vicaires, à des professeurs de séminaires, à des imprimeurs, à des magistrats, etc. En cette fin octobre 1895, Paris, Lille, Dijon, Asnières, Abbeville, Saint-Dié, Rennes, Chateaufort-de-Galaure, Autun, Nantes, Muringues, Tournus, Lons-le-Saulnier, Belley, Versailles sont les communes destinataires figurant sur les registres de la poste³⁶. Cette liste est loin d'être exhaustive³⁷, et les éditions locales de *La Croix* mettent bien sûr en valeur lesdites affiches.

L'abbé Fourié n'en reste pas là. Immédiatement après sa première campagne d'affichage, il entame des poursuites judiciaires contre les agents de la force publique soupçonnés d'avoir déchiré les fameux placards. Les appels à citation devant la justice ne se limitent pas à l'Hérault. Plusieurs courriers officiels parviennent en préfecture pour savoir comment réagir aux actions entreprises. Les autorités lancent alors différentes procédures pour mettre fin au fracas occasionné par le modeste prêtre à « l'esprit agité »³⁸. Une plainte est

35. *La Croix méridionale*, 29 septembre 1895.

36. Rapport du commissaire spécial des chemins de fer de Montpellier du 31 octobre 1895. Arch. dép. Hérault, 2 V 78.

37. Des affiches ont ainsi été retrouvées à Niort, Limoges, Périgueux, etc. Cf. Paul d'Hollander, *La bannière et la rue. Les processions dans le Centre-Ouest au XIX^e siècle (1830-1914)*, Limoges, Presses universitaires de Limoges, 2003, p. 239.

38. Ces mots sont employés par le préfet de l'Hérault dans une lettre du 23 janvier 1896 destinée à son collègue de la Lozère. Arch. dép. Hérault, 2 V 78.

ainsi déposée pour utilisation de papier blanc réservé aux affiches officielles. Mais elle ne vise que les imprimeurs, condamnés à une peine minimale ; quant à Fourié, il n'est pas inquiété directement puisque son nom n'apparaissait pas sur le support de l'affiche.

Jusqu'à sa disparition prématurée en février 1899, le Montpelliérain se débat sur tous les fronts. Sa faconde ne laisse pas la foule indifférente. En novembre 1896, il s'exprime au congrès national de la démocratie-chrétienne de Lyon, aux côtés des ténors du populisme catholique (Édouard Drumont, Jules Delahaye, Xavier de Magallon, Jules Guérin, etc.)³⁹. Le Languedocien y prononce un discours sur la question sociale, religieusement écouté. Émile Fourié profite de la tribune pour étaler de multiples spécimens d'affiches. Il répond à toutes les objections en encourageant ses pairs à utiliser des « armes de combat » qui ne soient pas interdites par le pouvoir. Le propagandiste se flatte d'avoir fait condamner en justice soixante-douze commissaires. Terminant son intervention, le meneur de la campagne « Justice-Égalité » clame sa volonté de fonder une fédération de journaux capable de produire des affiches simultanément, de manière à inonder toutes les communes de France en même temps⁴⁰. Au même moment, un placard conçu par Fourié, « La banqueroute de la laïque », redouble le combat mené par les comités « Justice-Égalité ». La première page de *La Croix méridionale* s'orne de ce slogan⁴¹, tandis que le ministre de l'Instruction publique et des cultes s'alarme devant tant de furie⁴².

Mais la querelle scolaire cède progressivement le pas à la question juive, qui tourmente l'abbé Fourié. Alors que les Assomptionnistes, par l'intermédiaire de leurs organes de presse, véhiculent très tôt des discours haineux repris en chœur par nombre de familles politiques⁴³, le journal de l'abbé Fourié cautionne les précurseurs de la thèse du « complot juif », en premier lieu Édouard Drumont. Par ailleurs, des affiches, le plus souvent sur fond tricolore, mettent en scène les épisodes emblématiques du tourbillon antisémite, jouant sur la grosseur des caractères en vue de propager un message attractif. L'abbé Fourié distille à coups de mots remarquables un poison qui contribue à faire vaciller la République. Nous ne retiendrons ici que trois affiches sorties en pleine affaire Dreyfus des imprimeries de Montpellier, durant l'année 1898. La première d'entre elles est titrée : « Les accapareurs, où sont-ils »⁴⁴ [Fig. 3] ? Elle se focalise sur « l'argent du juif » qui « sert à l'égoïsme, à l'étranglement du

39. Les journées se subdivisent ainsi : « Le congrès antimaçonnique » ; « Le congrès antisémite » ; « Le congrès social » ; « Le congrès de l'Union nationale ».

40. *Congrès national de la démocratie-chrétienne (tenu à Lyon en novembre 1896 et organisé par La France libre)*, Lyon, Imprimerie Paquet, 1899, p. 36.

41. *La Croix méridionale*, 1^{er} novembre 1896.

42. Lettre du ministre de l'Instruction publique et des cultes au préfet de l'Hérault du 14 décembre 1896. Arch. dép. Hérault, 1 M 1196.

43. Pierre Sorlin, « *La Croix* » et les juifs. 1880-1899 : contribution à l'histoire de l'antisémitisme, Paris, Grasset, 1967.

44. Arch. dép. Hérault, 2 T 14.

LES ACCAPAREURS, OU SONT-ILS ?

— — — — —

Le syndicat de malheur composé de Juifs et de Francs-Maçons, voyant monter le flot de l'indignation de tous les vrais Français.

VOUDRAIT TENTER UNE DIVERSION.

Pour faire oublier qu'en France, les Juifs maudits ont tout accaparé, les salariés du syndicat vont répétant que les vrais accapareurs ce sont les Religieux.

MENTEURS ET FAUSSAIRES,

pour mener cette campagne de calomnie intéressée, ils envoient sur tous les points de la France, un document où ils affirment que les Religieux ont dix milliards de fortune, et ils déclarent qu'on DEVRAIT LES EN DEPOUILLER.

DREYFUSARDS ET SANS PATRIE,

malfaiseurs anonymes qui n'osent même pas mettre au bas de votre factum inepte, le nom d'un imprimeur, à vos chiffres de fausseté, nous voulons opposer la vérité.

En effet, 200.000 Religieux ou Religieuses possèdent ensemble, non pas dix milliards, **MAIS SEULEMENT UN DEMI-MILLIARD, SOIT CINQ CENT MILLIONS.**

Ce chiffre officiel a été donné à la Chambre par **BRISSON** lui-même, qui n'est point l'ami des Congrégations.

CELA FAIT DONC UN CAPITAL DE 2.500 FRANCS EN MOYENNE, PAR TÊTE DE RELIGIEUX

Avec deux mille cinq cents francs on n'est qu'un bien petit Rothschild. C'est donc ailleurs qu'il faut chercher les accapareurs.

OU SONT-ILS DONC ?

Trois cent mille Juifs venus en France dans les fourgons de l'étranger, ont accaparé notre Patrie; Ces trois cent mille échappés des ghettos de l'Allemagne, possèdent plus d'un tiers de notre fortune tant mobilière qu'immobilière, soit: **75 MILLIARDS SUR 225**, qui composent la fortune de la France.

Cela fait donc en moyenne un capital de 250.000 francs, c'est-à-dire **D'UN QUART DE MILLION par tête de Juif.**

Un Juif possède donc à lui seul autant que cent Religieux.

Et maintenant, valets du syndicat et des loges, n'essayez point de nous donner le change;

Les accapareurs de la fortune de la France, ce sont les Juifs.

Mais, d'où vient l'argent des Religieux ? Et à quoi sert-il ?

Les Richesses des Religieux viennent de leur fortune de famille, de leur apport personnel, ou des dons et des générosités qu'on leur fait librement.

L'ARGENT DES RELIGIEUX, il sert à construire des maisons nombreuses — ce qui fait travailler les ouvriers — il sert à donner un asile aux pauvres, aux malades, aux orphelins et aux vieillards.

L'ARGENT DES RELIGIEUX,

il est le patrimoine des pauvres, *il se convertit en pain pour ceux qui n'en ont pas.*

L'ARGENT DU JUIF,

lui, souvent **IL VIENT** du coup de Bourse coupable, des spéculations criminelles, des étranglements financiers, des tripotages les plus ignobles.

L'ARGENT DU JUIF,

il va à l'étranger — **IL SERT** à l'égoïsme, à l'étranglement du commerce, aux accaparements, à l'usure vorace, à l'annéantissement de notre industrie, à la trahison.

Eh bien ! oui, il y a un danger immense, mais il n'est pas dans la richesse des Religieux :

Il est dans l'accaparement de la France par les Juifs.



Figure 3 : « Les accapareurs, où sont-ils ? ».
Affiche réalisée par l'abbé Fourié (Arch. dép. Hérault, 2 T 14)

commerce», et précise : «les accapareurs de la fortune de la France, ce sont les juifs». Un dessin montre, au milieu d'un fromage, un individu conforme aux caricatures stéréotypées des juifs, qui tient au collet un Émile Zola reconnaissable à son article «J'accuse». Cet individu s'adresse à de pauvres gens en leur criant : «Allez à l'assistance publique». Un second dessin souligne au contraire la générosité des catholiques, sous l'apparence d'une religieuse distribuant le peu d'argent en sa possession à des pauvres en haillons.

Une autre affiche de l'abbé Fourié parue en 1898, intitulée «La Patrie en danger!»⁴⁵ [Fig. 4] précise la charge : «Des patriotes comme Drumont et Morès, depuis plus de dix ans dénonçaient le péril juif. Ils démasquaient les agissements, les accaparements, les coups de bourse d'une vile poignée d'Hébreux vomis sur la France par tous les ghettos d'Allemagne. On n'a pas voulu comprendre Drumont et Morès. On a traité les antisémites de prophètes de malheur. Les Français ont fermé les yeux sur le péril qu'on leur signalait [...] En attendant de bouter hors de la France les juifs, ces parasites dangereux, détruisons, par tous les moyens, leur influence politique, commerciale et financière. Il commence à être temps de rendre la France aux Français!» La rage antisémite suinte de toutes les phrases de cette affiche qui se pare des couleurs du drapeau national. Une chasse aux juifs est décrétée, dans un texte dont les premiers destinataires sont Paris, Nantes, Perpignan et Nîmes⁴⁶.

La troisième affiche ayant retenu notre attention accuse «Zola, Jaurès et Cie» [Fig. 5]. Ils auraient été achetés par «l'or du syndicat dreyfusard». Après Zola, qualifié «de pornographe, de chantre de l'égout [...]», c'est Jean Jaurès qui subit les foudres de la critique. Depuis les grandes réunions publiques de Sète, Montpellier et Toulon, les nationalistes et leurs comparses le désignent comme «l'avocat du Judas qui vendit sa patrie».

Toutes ces affiches, éditées sur papier bleu, blanc et rouge, connaissent un grand retentissement⁴⁷. Comme au lendemain de la campagne «Justice-Égalité», l'infatigable combattant de la France catholique multiplie les rencontres de militants attirés par ses méthodes novatrices⁴⁸. Sa légitimité politico-religieuse repose sur un second ressort. Le prêtre a en quelque sorte théorisé sa pratique en rédigeant un livre destiné à enseigner ses techniques de propagande, vanté par les suppléments départementaux de *La Croix* : *De l'affichage politique. Conseils pratiques pour la rédaction, l'apposition et la protection des affiches (Jurisprudence et textes de loi)*⁴⁹.

45. Arch. dép. Hérault, 2 T 676. Cf. également *La Croix méridionale* du 6 mars 1898.

46. Rapport du commissaire spécial de Montpellier du 6 mars 1898. Arch. dép. Hérault, 1 M 1099.

47. «Les "Affiches de Montpellier", expédiées *franco de port* pour 75 centimes de un à six exemplaires, pour 65 centimes de six à douze exemplaires, sont diffusées à travers toute la France et bénéficient du soutien logistique de *La Croix* et des *Croix*. En 1898, les commissaires de police les signalent à Angers, Laval, Nevers, Nancy, Bordeaux, Die, Blois, Nantes, La Mure, Lille, Remiremont.» Cf. Pierre Pierrard, *Les chrétiens et l'affaire Dreyfus*, Paris, Éditions de l'Atelier, 1998, p. 96-97.

48. Il est par exemple présent au congrès organisé par *La Croix de Provence* les 4 et 5 juin 1898 à Aix-en-Provence.

49. La première édition paraît en 1895.



Figure 4 : « La Patrie en danger! ».
Affiche réalisée par l'abbé Fourié (Arch. dép. Hérault, 2 T 676)

ZOLA, JAURÈS & C^{ie}

Un officier avait vendu la France aux Prussiens. Si cet officier eût été un simple Français, au l'ont juré on l'eût fusillé.

Justice serait faite, on n'en parlerait plus !

Mais le traître était un Juif.

Pour sauver Judas Dreyfus, les Juifs remuèrent ciel et terre.
Ils jetèrent l'or à pleines mains pour faire croire que le prisonnier de l'Île du Diable était une victime innocente, et que nos Juges militaires étaient des vendus.
Pour engraissier la Justice, le syndicat Dreyfusard acheta tout le stock des politiciens à vendre, tous les rossignols de la liquidation Panama.

Avec son Or, le Syndicat DREYFUSARD acheta Zola

Zola, le pornographe. Zola, la honte de notre littérature. Zola, le chantre de l'égout. Zola, dont le livre anti-français *La Débâcle*, jete à cent mille exemplaires dans les casernes de la triplice, fait rire les ennemis de la France de nos désastres et les fait triompher de nos défaites.

ZOLA, pensaient les Juifs, entrainerait l'opinion en faveur de DREYFUS.

Le bon sens français a résisté à cette tentative criminelle.
 Et sans quelques intellectuels qui doivent avoir l'estomac solide, la France entière s'est bouché le nez et s'est détournée avec mépris du lâche insulteur de l'armée, du dénonseur du trahire.

ZOLA EST DÉSORMAIS FINI, EFFONDRE, COULE.

Pour troubler à nouveau le pays, pour salir notre armée, il fallait donc susciter un nouveau laquais du Capitalisme, un homme qui lèchât les bottes des Juifs et abolissait l'innocence de Dreyfus.

QUI DONC VA RECUEILLIR LA SUCCESSION ZOLA ?

C'EST JAURÈS !

Jaurès, l'homme de toutes les palinodies ; Jaurès, vingt fois traître à ses convictions d'hier ; Jaurès, l'ancien bonapartiste, l'ancien opportuniste ; Jaurès, devenu socialiste pour être député.

C'est Jaurès qui désormais sera l'avocat officiel de Dreyfus.

Dans ce but, le blackboule de Carmaux, vient d'entreprendre une série de conférences à travers la France pour proclamer l'innocence du traître.

Et pourtant c'est le même Jaurès qui déclarait à la Chambre qu'on aurait dû envoyer 12 balles dans le dos de Dreyfus.

Ah ! qu'elles doivent être fortes, dures et précieuses les raisons qui pour la vingtième fois nous ont si grandement retourné le caméleon socialiste Jaurès.

Pour donner le change, dans ses conférences de Cette, de Montpellier et de Toulon, Jaurès a parlé d'idéal, de Justice !

AH ! LE BON APOTRE !

Lui, l'ami de la Justice ! Mais il a mis la main à toutes les lois de haine et d'injustice.

Lui, l'ami de la Justice ! Mais il a toujours prêché les luttes de caste et la guerre de religion.

Lui, l'ami de la Justice ! Mais il a toujours marché à la Chambre avec celui qui, contre toute justice, fit jeter assassin les ouvriers de Châteauneuf, qui elles n'avaient pourtant point vendu leur pays comme Dreyfus. Et ce n'est qu'en l'honneur d'un juif et d'un traître, que Jaurès se souvient qu'il y a une justice !

Un jour Jaurès déclarait à la Chambre qu'il ne croyait pas en Dieu. -- Croit-il à Robespierre ? Croit-il au Syndicat ?

Non content d'avoir entraîné des ouvriers français dans un socialisme allemand et souvent anti-patriotique, aujourd'hui Jaurès voudrait faire de ces mêmes ouvriers les caudataires des financiers d'Outre-Rhin et les suppôts de Dreyfus.

Vous, l'ami des ouvriers ! Non, Jaurès, vous ne l'êtes pas ! Quand ils vous connaîtront, partout il vous signeront votre coug comme à Carmaux.

LA SEULE CHOSE VRAIE.

c'est que vous êtes aujourd'hui l'ami des Juifs, l'esclave du capitalisme, le représentant autorisé du Syndicat, l'avocat du Judas qui vendit sa Patrie.

Vive l'Armée ! Vive la France ! A BAS JAURÈS !

LA GROUPE DE FRANÇOIS ANTOINE-REYES

Figure 5 : « Zola, Jaurès et Cie ».

Affiche réalisée par l'abbé Fourié (Arch. dép. Hérault, 2 T 17)

Ainsi que le laisse entrevoir l'intitulé, une partie significative du texte se penche sur les aspects juridiques de la propagande en reprenant les décisions rendues par les tribunaux et les contraintes à maîtriser quand on se lance dans la confection d'affiches. La liberté d'affichage bénéficie des protections prévues par la loi du 29 juillet 1881, ainsi que nous l'avons déjà souligné. L'auteur énonce les règles rhétoriques de l'affiche politique : « Le style doit être clair. Les phrases doivent être courtes et nerveuses »⁵⁰. Il poursuit en faisant l'éloge des affiches illustrées « à la façon des images d'Épinal ». Les couleurs vives lui paraissent indispensables. Elles donnent un impact inégalé au message diffusé. En utilisant une expression imagée (« le texte doit "tirer l'œil" »), le créateur des « Affiches de Montpellier » veut démontrer la nécessité de jouer aussi sur la taille des caractères. Les grosses lettres martèlent les idées saillantes et permettent de toucher le passant pressé, qui ne regarde que d'un œil distrait. L'abbé Fourié conseille aux futurs rédacteurs de « toucher la fibre patriotique et d'en appeler aux grands principes de liberté, d'égalité et de fraternité », subvertissant de l'intérieur les valeurs républicaines. Pour résumer son point de vue, il écrit : « l'affiche doit être un vrai coup de fouet. Elle ne supporte pas la médiocrité »⁵¹. Celui que les préfets de l'époque jugent « agité » multiplie les recommandations de prudence dans le choix des termes. Alors que la plupart des placards rédigés sous sa plume ne sont pas tendres, il préconise de « ne pas dépasser le but [à atteindre] par des violences qui indisposeraient le lecteur ou qui détermineraient des poursuites ». Plus étonnant encore, le simple aumônier invite les lecteurs à fabriquer eux-mêmes leurs affiches en taillant des roseaux. En outre, le curé expert en droit ne manque pas de rappeler que le papier blanc est réservé aux affiches officielles, en vertu des textes législatifs.

Hormis les conseils prodigués sur le support, le livre propose des « détails et petits procédés de l'affichage ». Le choix des « endroits forts en vue » doit être fait avec une grande attention. Le moment du collage compte tout autant, et un jour se détache à ses yeux : « Le dimanche, note-t-il, est le jour où l'on se promène ; aussi le jour où l'on a du temps de s'arrêter devant les affiches ». Les jours de marchés, de foires ou de fêtes religieuses offrent également des possibilités à saisir pour les propagandistes en herbe. Le moindre détail a été pensé. Concernant la colle, le rajout « au mélange de farines et d'eau d'un peu de colle de menuisier très claire ou un peu de silicate »⁵² rendra difficile le travail des policiers chargés de lacérer les affiches. À propos des préposés au collage, le prêtre ne souhaite pas faire appel aux agences d'affichage en plein essor durant la période, et leur préfère « les afficheurs volontaires bicyclistes couvrant en une journée des cantons entiers ». Suivant de près les progrès de la publicité commerciale, Fourié prône le recours aux

50. Abbé Fourié, *De l'affichage politique...*, *op. cit.*, p. 3.

51. *Idem*, p. 5.

52. *Idem*, p. 7.

«voitures-réclames» qu'il présente en ces termes : «On construit de grandes ou de petites roulottes sur lesquelles on colle un certain nombre d'affiches». Les «hommes-sandwichs» sont une autre trouvaille préconisée par ce clerc doté d'une grande acuité politique. Pour justifier ce qui pourrait apparaître comme extravagant, il relève que «le commerce et les spectacles se servent de ce procédé de réclame»⁵³. Malgré sa position marginale au sein du clergé, l'abbé Fourié émet une réflexion novatrice aux multiples facettes, destinée à convertir la technique au service du religieux⁵⁴. Bien qu'appelé à servir l'Église dans des zones rurales très reculées, il se tient au courant des derniers procédés technologiques disponibles sur le marché, en les testant dans le cadre de son sacerdoce et lors des campagnes électorales.

Vers la fin de sa courte vie, il expérimente ainsi les projections lumineuses. Les sources archivistiques consultées indiquent qu'il les affectionne pour montrer l'épopée de Jeanne d'Arc et son caractère exemplaire. Environ huit cents personnes, réunies à Montpellier en mai 1897, découvrent avec stupéfaction les différents tableaux des épisodes guerriers mettant en valeur cette figure symbolique du peuple catholique⁵⁵. Émile Fourié les commente, en insistant sur l'héroïsme de la jeune femme très pieuse qui a réussi à délivrer la France ravagée par l'invasion anglaise. Le procédé utilisé devait être facilement transportable, puisque Fourié réitère les projections quelques mois plus tard sur un navire en route vers la Terre Sainte⁵⁶. La lanterne magique modernisée révolutionne la propagande⁵⁷ : l'aumônier s'en empare avec frénésie. Elle représente un nouvel instrument dans la lutte sans merci engagée contre les ennemis de Dieu.

*

La trajectoire de l'abbé Fourié témoigne avec force de la résistance intense de certaines parties du monde catholique à la conception républicaine de la société. Les fondateurs de la Troisième République et leurs successeurs, puisants sur la façade méridionale, entendent bâtir un socle commun en puisant dans les principes de 1789 et dans le suffrage universel instauré en 1848. L'émancipation du peuple, exaltée par cette tradition politique, heurte la Vérité propagée par les Pères de l'Église depuis des siècles. Dans ce contexte,

53. *Idem*, p. 12.

54. Il incarne en cela une des modalités possibles d'instrumentalisation des révolutions techniques par l'Église, qu'évoque Michel Lagrée dans *La Bénédiction de Prométhée. Religion et technologie. XIX^e-XX^e siècle*, Paris, Fayard, 1999.

55. Rapport du commissaire de police de Montpellier du 10 mai 1897, Arch. dép. Hérault, 4 M 213.

56. Le bateau transporte plus de deux cents pèlerins, cf. Abbé Fouilloy, *En Terre-Sainte*, Albert, Imprimerie du Journal d'Albert, 1898, p. 42 et 49.

57. Cf. Jacques André, Marie André, «Le rôle des projections lumineuses dans la pastorale catholique française (1895-1914)», in Roland Cosandey, André Gaudreault et Tom Gunning [dir.], *Une invention du diable ? Cinéma des premiers temps et religion*, Sainte-Foy (Québec)/Lausanne, Les Presses de l'université Laval/Éd. Payot, 1992, p. 44 et sq.

l'abbé Fourié défend les idées réformatrices de Léon XIII alors que le clergé dans son ensemble s'en détourne. La fermentation politique engendrée par l'affaire Dreyfus brouille les frontières tracées par de tels enjeux. Le prêtre héraultais rejoint dans la bataille les militants des ligues d'extrême-droite et porte alors le flambeau du populisme catholique dans tous les recoins de l'Hexagone. Dans cet univers social incertain, le jeune prêtre fait preuve d'une hardiesse infinie pour faire aboutir ses idées. À l'instar des pionniers, qui défrichent les contrées inhabitées, l'abbé Fourié se lance sur un territoire en pleine recomposition, celui de la propagande politique et électorale. Créateur d'un organe de presse, il cherche à transmettre au plus grand nombre l'importance de l'organisation partisane. Tous les moyens disponibles pour persuader l'opinion l'intéressent. De la pétition à l'affiche en passant par les projections lumineuses, le desservant teste tous les procédés permettant de convertir une minorité en majorité.

Les expériences menées par ce précurseur s'arrêtent soudainement au début de l'année 1899. Elles se soldent par des résultats inégaux. Le mouvement démocrate-chrétien ne s'épanouit pas en Languedoc. Ses racines demeurent fragiles au sein d'un paysage conservateur tenu par les monarchistes. Le « Midi blanc » résiste face à un « Midi rouge » quasi-hégémonique sur le plan électoral. Et l'on perçoit ici ce que l'ancrage des royalistes, au-delà du XIX^e siècle, doit à la combativité de militants qui, à l'instar de Fourié, mais avec un autre positionnement idéologique, rejettent l'apathie des notables et prônent la construction d'une avant-garde partisane en phase avec l'émergence des masses sur la scène électorale⁵⁸. Toutefois, en particulier au niveau de l'affichage, les innovations louées par l'abbé Fourié montrent une maturité politique inégalée dans le champ politique local. Elles ouvrent la voie à une nouvelle manière de concevoir l'action politique. Les entrepreneurs politiques qui vont éclore dans l'espace public au début du XX^e siècle ne vont pas hésiter à s'en saisir pour capter les suffrages des masses.

*Philippe Secondy est docteur en science politique
et chargé de cours à l'Université de Montpellier 1*

58. Cf. Philippe Secondy, *La persistance du Midi blanc. L'Hérault (1789-1962)*, Perpignan, Presses universitaires de Perpignan, 2006. Dans l'état actuel de nos connaissances, il paraît difficile d'assimiler les initiatives prises par l'abbé Fourié aux formes de royalisme populaire ou de « démocratie blanche » qui s'affirment notamment dès la Seconde République dans notre région. Sur ce point, voir Raymond Huard, *Le mouvement républicain en Bas-Languedoc (1848-1881)*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1982 ; Bernard Rulof, *The Struggle for Legitimist Hegemony : A Study of Royalist Movement in Montpellier (1830-1880)*, Thèse d'histoire sous la direction de Bonnie Smith, Université de Rochester, New York, 1997. Dans le cas héraultais, le bloc « clérico-réactionnaire » (avec *L'Éclair* comme porte-parole) reste soudé de la fin du XIX^e siècle jusqu'à la condamnation de l'Action française et ne pardonne pas à la tendance démocrate-chrétienne de légitimer la voie du Ralliement au fil des pages de *La Croix méridionale*. La démocratie-chrétienne se heurtera sans cesse aux entrepreneurs royalistes qui s'investissent dans le jeu électoral tout en théorisant la suppression du suffrage universel. Pour mieux comprendre ce positionnement idéologique, cf. André Vincent, « Réflexions sur la Révolution », *Sociologie catholique*, n° 9, novembre 1892.